



L'apport du Business model dans l'analyse des états financiers pour l'octroi de crédits bancaires : Le cas des PME en Côte d'Ivoire

The Role of the Business Model in Financial Statement Analysis for Bank Loan Approvals : The Case of PME in Côte d'Ivoire.

KPOLIE Deffo Casimir

Docteur en Sciences de Gestion Enseignant Chercheur
l'INP-HB (Institut National Polytechnique Félix Houphouët de Yamoussoukro
(République de Côte d'Ivoire).
Laboratoire Droit, Economie et Gestion (LADEG).

YAO Guy

Docteur en Sciences de Gestion Enseignant Chercheur
UFR des Sciences Economiques et Gestion.
Université Alassane Ouattara de Bouaké (République de Côte d'Ivoire)
Laboratoire de Recherche en Gestion des Entreprises (LARGE).

KOUASSI Kouadio Evariste

Docteur en Sciences de Gestion Enseignant Chercheur
UFR des Sciences Economiques et Gestion.
Université Alassane Ouattara de Bouaké (République de Côte d'Ivoire)
Laboratoire de Recherche en Gestion des Entreprises (LARGE).

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.22644916>

Résumé : Les établissements bancaires jouent un rôle crucial dans la mobilisation de l'épargne et du financement productif. Aussi, en vue de réduire les risques de stabilité du système bancaire, les banques s'appuient, pour l'octroi de crédit, sur une analyse rigoureuse des états financiers des entreprises demandeuses de crédit. Cependant, cette approche présente des limites en cas d'informations financières incomplètes ou peu fiables. D'où la nécessité d'intégrer une approche combinant analyse financière, et compréhension du business model de l'entreprise. Ainsi, l'objectif principal de cet article a été d'examiner le rôle des états financiers et la valeur ajoutée du business model dans le processus d'octroi de crédit bancaire en Côte d'Ivoire. L'étude ressort que les états financiers moyens peuvent être compensés par un modèle économique solide, tandis que des résultats comptables positifs peuvent masquer un modèle risqué. La combinaison de ces deux approches apparaît donc comme une condition nécessaire pour une décision de crédit plus équilibrée et une meilleure gestion du risque bancaire.

Mots clés : business model, états financiers, crédits bancaires, risque de crédit, PME

Abstract : Banking institutions play a crucial role in mobilizing savings and productive financing. Therefore, in order to reduce the risks to the stability of the banking system, banks rely on a rigorous analysis of the financial statements of companies applying for credit when granting loans. However, this approach has limitations when financial information is incomplete or unreliable. Hence the need to integrate an approach combining financial analysis and an understanding of the company's business model. Thus, the main objective of this article was to examine the role of financial statements and the added value of the business model in the bank lending process in Côte d'Ivoire. The study reveals that average financial statements can be offset by a sound business model, while positive accounting results can mask a risky model. The combination of these two approaches therefore appears to be a necessary condition for a more balanced lending decision and better management of bank risk.

Keywords : business model, financial statements, bank loans, credit risk, PME.

1. Introduction

Le crédit bancaire constitue l'un des principaux leviers de financement des entreprises. La Côte d'Ivoire pays de l'Union Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA) évolue dans un environnement économique marqué par une croissance soutenue mais également par des incertitudes liées aux marchés internationaux et aux fluctuations locales. Ainsi, l'accès au crédit est un facteur déterminant pour la survie et le développement des entreprises. Les banques, en tant qu'intermédiaires financiers, jouent un rôle crucial dans la mobilisation de l'épargne et sa transformation en financement productif. Cependant, l'octroi de crédit n'est pas exempt de risques, notamment le risque de défaut de paiement, qui peut fragiliser la stabilité du système bancaire.

Afin de réduire ces risques, les établissements bancaires s'appuient sur une analyse rigoureuse des états financiers des entreprises demandeuses de crédit. Les bilans, comptes de résultat et tableaux de flux de trésorerie constituent des outils essentiels pour évaluer la solvabilité, la rentabilité et la liquidité des emprunteurs. L'analyse des ratios financiers (endettement, couverture des intérêts, rotation des actifs, etc.) permet aux banques de mesurer la capacité d'une entreprise à honorer ses engagements. Toutefois, cette approche purement comptable présente des limites, notamment dans les contextes où les informations financières peuvent être incomplètes, manipulées donc peu fiables.

Dans ce contexte, une question centrale se pose : dans quelle mesure l'analyse des états financiers constitue-t-elle un outil pertinent pour l'octroi de crédits bancaires en Côte d'Ivoire, et comment le business model des entreprises peut-il compléter cette évaluation ? Cette problématique met en lumière la nécessité d'intégrer une approche plus holistique, qui combine la lecture des états financiers avec une compréhension approfondie du modèle économique de l'entreprise.

L'objectif principal de cet article est d'examiner le rôle des états financiers dans le processus d'octroi de crédit bancaire en Côte d'Ivoire, tout en analysant la valeur ajoutée de l'étude du business model. Plus spécifiquement, il s'agit de :

- Identifier les pratiques actuelles des banques ivoiriennes en matière d'analyse financière ;
- Évaluer les limites de cette approche dans le contexte local ;
- Montrer comment l'intégration du business model peut améliorer la qualité des décisions de crédit ;
- Proposer des recommandations pour renforcer la gestion du risque bancaire.

Pour ce faire, trois hypothèses guideront cette recherche :

- Les états financiers constituent une base indispensable mais insuffisante pour évaluer le risque de crédit ;
- Le business model apporte des informations qualitatives complémentaires qui permettent de mieux apprécier la viabilité de l'entreprise ;
- L'intégration des deux approches favorise une décision de crédit plus équilibrée et réduit le risque de défaut ;

Cet article se présente au tour de trois axes. : la revue de littérature (1), la cadre conceptuel et méthodologique (2) ainsi que la présentation des résultats et leur discussion (3).

2. Revue de littérature

2.1 Le secteur bancaire ivoirien et le financement de l'économie

Le secteur bancaire ivoirien est supervisé par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), qui définit les normes prudentielles et assure la régulation monétaire dans l'espace UEMOA. On distingue les banques commerciales qui représentent la majorité des établissements et sont spécialisées dans le financement des entreprises et des particuliers, les banques d'investissement et de développement comme la Banque Nationale d'Investissement (BNI), qui jouent un rôle dans le financement des projets structurants, et les Institutions de microfinance qui, bien que non bancaires, complètent le système en offrant des crédits aux petites entreprises et ménages exclus du circuit bancaire classique.

Les banques ivoiriennes constituent le principal canal de financement des entreprises, en particulier des PME qui représentent plus de 80 % du tissu économique. Elles mobilisent l'épargne nationale et internationale pour la transformer en crédits productifs. Toutefois, l'accès au crédit demeure limité pour de nombreuses entreprises, en raison de la perception élevée du risque et de la faiblesse des garanties disponibles.

Notons que le système bancaire ivoirien fait face à plusieurs défis à savoir l'asymétrie d'information : les banques disposent souvent de données financières insuffisantes ou peu fiables sur les entreprises.

- Faible bancarisation : malgré les progrès, une part importante de la population et des PME reste en dehors du circuit bancaire formel ;
- Concentration du crédit : les grandes entreprises captent une part disproportionnée des financements, au détriment des petites structures ;
- Exigences prudentielles : les normes de la BCEAO (ratios de solvabilité, provisions pour créances douteuses) obligent les banques à une gestion prudente, limitant parfois leur capacité de prise de risque.

2.2 Les PME en Côte d'Ivoire et les défis de leur financement

Selon la loi N° 2014-140 du 24 MARS 2014 portant orientation de la politique nationale de promotion des Petites et Moyennes Entreprises (PME), la PME est définie comme une entreprise qui emploie en permanence moins de deux cents (200) personnes et qui réalise un chiffre d'affaires annuel hors taxes supérieur à cent cinquante millions (150.000.000) de francs CFA et inférieur ou égal à un milliard (1.000.000.000) de francs CFA ; et elle tient une comptabilité selon le système normal.

Notons qu'en Côte d'Ivoire selon la loi précitée, la notion de PME inclut celle de Petite et Moyenne Industrie, en abrégé PMI.

Les PME en Côte d'Ivoire se concentrent sur plusieurs secteurs d'activité, offrant de nombreuses opportunités pour le développement économique. Ces secteurs incluent, selon le Ministère en charge des PME, l'agroalimentaire et l'agriculture, représentant environ 20% du PIB et employant une part importante de la main-d'œuvre. Le commerce de détail, qui est un moteur important de la consommation et de la distribution des biens. Les services, représentant 51% du PIB, incluant les télécommunications, les transports et les activités financières.

La construction et l'immobilier, un secteur en croissance offre diverses opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat. Nous pouvons citer également les technologies de l'information et de la communication (TIC), devenues un pilier de l'innovation et de la modernisation des entreprises en Côte d'Ivoire.

Parlant du financement des PME en Côte d'Ivoire, il faut dire qu'il constitue un sujet crucial pour le développement économique du pays. Avec plus de 80% des entreprises ivoiriennes classées comme PME, leur contribution à l'économie est significative. Cependant, ces entreprises rencontrent souvent des difficultés pour accéder aux financements nécessaires à leur croissance.

En effet, les PME en Côte d'Ivoire font face à plusieurs obstacles lorsqu'il s'agit de financement. Parmi ces défis, on peut citer l'accès limité au crédit bancaire : Les banques ivoiriennes considèrent souvent les PME comme des entités à haut risque, en raison de leur faible capitalisation et de l'absence de garanties suffisantes. ; ce qui limite leur accès aux prêts bancaires. On peut aussi noter le manque de visibilité financière : Beaucoup de PME n'ont pas de documents comptables bien tenus, ce qui complique leur évaluation par les institutions financières. Néanmoins des opportunités s'offrent à elles.

2.3 Les Opportunités offertes et les perspectives

Les PME en Côte d'Ivoire ont accès à diverses opportunités bancaires, notamment le crédits PME classiques : prêts à court, moyen ou long terme pour couvrir la trésorerie ou financer du matériel, les crédits d'investissement destinés au développement d'infrastructures, à l'achat d'équipements ou à l'expansion d'activités, et le financement par des subventions et des fonds d'investissement depuis 2026 avec un objectif de passer le taux de bancarisation des PME de 28 % à 50 % d'ici 2030.

Ces solutions financières permettent aux PME ivoiriennes de sécuriser leur trésorerie, d'investir dans du matériel et de saisir de nouvelles opportunités de croissance.

Parlant du secteur bancaire, on note que malgré les contraintes évoquées, le secteur présente des opportunités significatives à savoir :

- Une Croissance économique soutenue : la Côte d'Ivoire affiche depuis plusieurs années un taux de croissance supérieur à la moyenne régionale, stimulant la demande de financement ;
- Une digitalisation des services financiers : l'essor du mobile Banking et des fintechs favorise l'inclusion financière et ouvre de nouvelles perspectives pour l'octroi de crédit ;
- Des Réformes réglementaires : la BCEAO encourage l'amélioration de la transparence financière et la modernisation des pratiques bancaires.

2.4 L'analyse financière comme outil central d'évaluation du risque de crédit

Les états financiers (bilan, compte de résultat, flux de trésorerie) constituent la base de l'évaluation du risque de crédit. Les ratios de solvabilité, liquidité et rentabilité sont utilisés pour mesurer la capacité de remboursement.

Selon Ould Mohamed Moctar et Douari (2024), les variables financières traditionnelles restent essentielles, mais leur pertinence dépend de leur articulation avec des variables non financières comme la qualité du management ou la réputation de l'entreprise.

2.5 Limites de l'approche purement comptable

Les pratiques comptables des PME africaines révèlent souvent des faiblesses en matière de fiabilité et de transparence.

Une étude menée au Cameroun (Ngassa, 2025) montre que les banques privilégient l'information "soft" (moralité, réputation, relations) plutôt que l'information "hard" issue des états financiers. Les données comptables influencent parfois négativement la décision de crédit, car elles sont jugées peu fiables.

Cela rejoint les constats en Côte d'Ivoire, où de nombreuses PME peinent à produire des états financiers certifiés, ce qui limite leur accès au crédit bancaire.

2.6 Facteurs qualitatifs et business model

Le business model est désormais considéré comme un complément indispensable à l'analyse financière. Il permet d'évaluer la viabilité économique d'une entreprise au-delà des chiffres comptables : proposition de valeur, structure de coûts, sources de revenus, stratégie de croissance.

Les modèles de scoring modernes intègrent ces dimensions qualitatives pour affiner la prédiction du risque de défaut.

2.7 Comparaisons internationales

Dans les pays développés, les banques combinent l'analyse quantitative (ratios financiers, scoring) avec des outils qualitatifs (due diligence, analyse sectorielle).

Les banques islamiques, par exemple, utilisent des critères spécifiques liés au partage du risque et à la rentabilité des projets financés. Une étude comparative (Benabdelmoula, 2017) montre que les déterminants d'octroi de crédit diffèrent entre banques conventionnelles et islamiques, illustrant la diversité des approches selon les contextes institutionnels.

Ces comparaisons mettent en évidence que l'intégration du business model dans l'évaluation du crédit est une tendance mondiale, visant à réduire l'asymétrie d'information et à améliorer la qualité des décisions.

3. Cadre conceptuel et méthodologique

3.1 Définition des concepts clés

États financiers : Les états financiers regroupent le bilan, le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie. Ils constituent la base de l'information comptable et permettent d'évaluer la structure financière (actifs, passifs, capitaux propres), la performance économique (résultat net, marge opérationnelle) ; et la capacité de remboursement (cash-flow disponible). Dans le processus d'octroi de crédit, ils servent à mesurer la solvabilité et la rentabilité de l'entreprise.

Business Model : Le business model décrit la manière dont une entreprise crée, délivre et capture de la valeur. Selon Osterwalder & Pigneur (2010), il repose sur neuf blocs fondamentaux : proposition de valeur, segments de clientèle, canaux de distribution, relations clients, sources de revenus, ressources clés, activités clés, partenaires clés et structure de coûts. Dans le cadre bancaire, le business model permet de comprendre la viabilité économique de l'entreprise au-delà des chiffres comptables.

Risque de crédit : Le risque de crédit correspond à la probabilité qu'un emprunteur ne respecte pas ses engagements financiers. Il est influencé par la qualité des états financiers, la robustesse du business model, ainsi que les conditions macroéconomiques et sectorielles.

Processus d'octroi de crédit : Il s'agit de l'ensemble des étapes suivies par une banque pour analyser une demande de financement : collecte d'informations, analyse financière, étude du business model, évaluation des garanties, décision finale.

Le cadre conceptuel de cette recherche repose sur l'articulation entre deux dimensions :

- Dimension quantitative : analyse des états financiers à travers des ratios de solvabilité, liquidité et rentabilité.
- Dimension qualitative : étude du business model, qui permet d'apprécier la stratégie, la durabilité et la capacité d'innovation de l'entreprise.

3..2. Méthodologie de recherche

3.2.1. Type de recherche

La recherche est de nature appliquée et s'inscrit dans une démarche mixte c'est-à-dire une démarche à la fois qualitative et quantitative. Cette recherche vise à comprendre les pratiques bancaires en Côte d'Ivoire et à proposer des recommandations opérationnelles.

3.2.2. Population, échantillon et unité d'analyse

La Population cible est composée des banques commerciales opérant en Côte d'Ivoire.

L'Échantillonnage porte sur une sélection de 5 établissements bancaires représentatifs (3 banques locales et 2 filiales de groupes internationaux).

Comme unité d'analyse nous avons eu recours aux responsables du crédit et analystes financiers, ainsi qu'aux dossiers de crédit de Petites et moyenne Entreprises (PME). Notons que ces PME étudiées exercent pour certains dans le Bâtiment et Travaux Publics (BTP), et d'autres dans l'agroalimentaires et les services

3.2.3. Collecte des données et outils d'analyse

Pour la collecte des données, nous avons eu recours, d'une part, aux données primaires, et d'autre part, aux données secondaires.

Concernant les données primaires il s'est agi d'entretiens semi-directifs avec des responsables bancaires, et des questionnaires auprès des analystes de crédit.

Quant aux données secondaires, ils ont porté sur les rapports annuels des banques, et les publications de la BCEAO.

Pour une meilleure analyse de la situation, nos outils d'analyse ont concerné :

- L'analyse financière : calcul de ratios (endettement, couverture des intérêts, rentabilité des capitaux propres, liquidité générale).
- L'analyse qualitative : grille d'évaluation du business model (proposition de valeur, structure de coûts, sources de revenus).
- La technique de comparaison : confrontation des résultats obtenus avec les pratiques internationales.

3.2.4. Limites méthodologiques

La démarche méthodologique utilisée pour une meilleure prise en compte de la question d'octroi de crédit posée ici a connu néanmoins quelques limites qu'il est bon de souligner, même si celles-ci n'entachent pas la fiabilité de l'étude.

En effet, l'étude a rencontré des difficultés d'accès aux données financières détaillées des PME, et des risques de biais lié aux déclarations des responsables bancaires.

3.2.5. Schéma conceptuel

Ce schéma s'appuie sur d'une part la théorie de l'analyse financière, et la théorie du Business model.

En effet pour Altman (1968) dans son modèle du Z-score illustre l'usage des ratios financiers pour prédire la probabilité de faillite. Il incarne la logique de l'évaluation quantitative du risque à partir des états financiers. Beaver (1966) dans ses travaux sur les ratios comme prédicteurs de défaillance montrent que les flux financiers (cash-flow, liquidité) sont des signaux précoces de risque.

D'après le principe de la théorie de l'analyse financière l'information comptable est considérée comme un reflet objectif de la santé financière, permettant une évaluation probabiliste du risque de crédit.

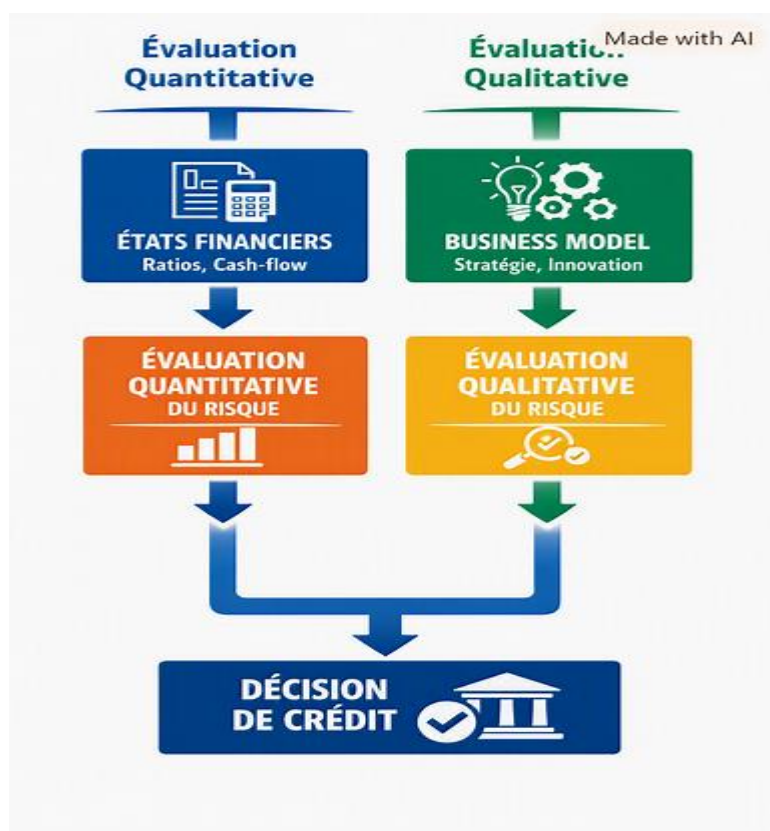
Selon la théorie du business model (Osterwalder & Pigneur, 2010) la viabilité économique ne se réduit pas aux chiffres, mais inclut la stratégie, l'innovation et la durabilité.

Cette théorie est aussi inspirée de la théorie institutionnelle, qui soulignent que la performance dépend aussi des ressources immatérielles et de l'adaptation stratégique.

En somme nous notons ici que l'évaluation qualitative complète l'analyse financière en intégrant des dimensions stratégiques et organisationnelles, souvent absentes des états financiers. La combinaison des deux approches permet une décision plus robuste et une meilleure gestion du risque bancaire.

Le schéma conceptuel peut être représenté ainsi :

Figure : Schéma conceptuel



Source : l'auteur assisté de l'IA

3. Présentation et discussion des résultats

Dans cette partie, la présentation des résultats porte sur l'analyse des états financiers, et l'apport du business model dans le processus d'octroi de crédit, et la discussion concerne les principaux résultats et leur implication.

3.1. Analyse des états financiers

3.1.1. Rôle des états financiers dans la décision bancaire

Les états financiers constituent la première source d'information utilisée par les banques pour évaluer la santé économique d'une entreprise. Ils permettent entre autres d'apprécier la structure financière (niveau d'endettement, fonds propres), de mesurer la performance économique (résultat net, marge opérationnelle), et d'évaluer la capacité de remboursement (cash-flow disponible).

En Côte d'Ivoire, les banques exigent généralement la présentation des trois principaux documents comptables : bilan, compte de résultat et tableau des flux de trésorerie. Ces documents sont ensuite traduits en indicateurs financiers.

3.1.2. Les principaux ratios utilisés

Les principaux ratios utilisés sont consignés dans le tableau suivant :

Tableau : Les principaux ratios d'analyse utilisés

Types de ratios	Ratios concernés	Formules	Intérêt
Ratios de Liquidité	Ratio de liquidité générale	Actifs courants / Passifs courants.	la capacité de l'entreprise à couvrir ses dettes à court terme.
	Ratio de liquidité immédiate	(Trésorerie + Valeurs mobilières de placement) / Passifs courants.	la capacité de remboursement immédiat.
Ratios de Solvabilité	Ratio d'endettement	Dettes totales / Capitaux propres.	le poids de l'endettement dans la structure financière.
	Ratio de couverture des intérêts	Résultat opérationnel / Charges d'intérêts.	la capacité de l'entreprise à payer ses intérêts.
Ratios de Rentabilité	Ratios Rentabilité des capitaux propres (ROE)	Résultat net / Capitaux propres.	Rentabilité des capitaux propres
	Ratio de Rentabilité économique (ROA)	Résultat net / Actif total.	Rentabilité économique
Ratios d'activité	Ration de Rotation des stocks	Coût des ventes / Stock moyen.	Vitesse de rotation des stocks
	Ratio de rotation des créances clients	Chiffre d'affaires / Créances clients.	Vitesse de rotation des créances clients

Source : à partir des enquêtes

Notons que ces différents ratios permettent d'évaluer l'efficacité opérationnelle et la gestion du cycle d'exploitation.

3.1.3. L'importance du cash-flow

Au-delà des ratios, les banques accordent une attention particulière au cash-flow opérationnel, car il reflète la capacité réelle de l'entreprise à générer des liquidités pour rembourser ses dettes.

Un cash-flow positif et régulier est un indicateur de solidité, cependant un cash-flow négatif récurrent peut dissimuler des difficultés structurelles, même si les résultats comptables apparaissent positifs. C'est le cas d'une entreprise de distribution qui peut afficher un bénéfice net positif mais un cash-flow négatif en raison d'un allongement des délais de paiement clients, ce qui constitue un signal d'alerte pour la banque.

3.1.4. Les pratiques des banques ivoiriennes dans l'analyse financière

D'après notre étude, les banques en Côte d'Ivoire adoptent une approche prudente dans le processus d'octroi de prêt.

En effet, pour le bilan, les banques exigent un bilan certifié par un Expert-Comptable ou commissaire aux comptes (100% des documents examinés). Quant à l'analyse, elle adopte une analyse sectorielle : les ratios sont comparés aux moyennes du secteur (agriculture, BTP, commerce...), et enfin elles demandent des garanties telles les hypothèques, cautions, nantissements, qui viennent compléter l'analyse financière.

Cependant, dans la pratique, de nombreuses PME ne disposent pas d'états financiers fiables ou certifiés (64 % des cas). Les banques doivent alors recourir à des informations alternatives (relevés bancaires, déclarations fiscales, réputation de l'entreprise). D'où la limite de l'analyse financière.

3.1.5. Limites de l'analyse financière

Les limites de l'analyse financière concernent :

- La fiabilité des données : certaines entreprises manipulent leurs états financiers pour améliorer leur image.
- L'incomplétude : absence de tableaux de flux de trésorerie ou de notes annexes.
- Contextes sectoriels : les ratios standards ne reflètent pas toujours les spécificités locales (par exemple, la saisonnalité dans l'agriculture).
- Asymétrie d'information : les banques disposent souvent de moins d'informations que les entreprises elles-mêmes, ce qui accroît le risque.

L'analyse des états financiers constitue une étape incontournable dans le processus d'octroi de crédit bancaire en Côte d'Ivoire. Elle permet de mesurer la solvabilité, la liquidité et la rentabilité des entreprises. Toutefois, ses limites (fiabilité des données, asymétrie d'information, spécificités sectorielles) imposent aux banques de compléter cette approche par l'étude du business model et des facteurs qualitatifs.

3.2. Le rôle du Business Model dans l'évaluation du crédit

3.2.1. Complémentarité business model et analyse financière

Dans l'analyse des dossiers des clients, les États financiers fournissent une photographie chiffrée de la situation passée et actuelle quand le Business model projette la capacité future de l'entreprise à générer des revenus et à s'adapter aux évolutions du marché.

Dans notre étude, les dossiers portant sur une PME agroalimentaire (spécialisée dans la transformation de manioc) présentait des états financiers modestes, avec une rentabilité faible (un marge nette de 6 % contre 10–15 % pour absorber les risques liés aux fluctuations des prix agricoles et des coûts logistiques).

Cependant, son business model reposait sur la valorisation locale des produits agricoles, un partenariat avec des coopératives rurales, et une stratégie de distribution innovante via les plateformes digitales. Alors, la banque, convaincue par la solidité du modèle, a accordé un crédit malgré des ratios financiers moyens.

Quant aux entreprises de BTP (société de construction) affichant des états financiers solides (ROE de 18 %, cash-flow positif) avec des business model reposant sur une dépendance quasi exclusive aux marchés publics, elles ont été considérées par les banques comme des entreprises à modèle risqué, et les montants des crédits accordés ont été réduits en raison des délais de paiement de l'État relativement long (entre 4 à 12 mois) et des incertitudes politiques (troubles électoraux ...).

On peut conclure ainsi, qu'une entreprise peut présenter des états financiers fragiles mais un business model solide et innovant, ce qui peut justifier son financement. À l'inverse, des États financiers positifs peuvent masquer un modèle économique non viable à long terme.

En fait, selon la BCEAO, les données montrent que malgré des pertes comptables initiales, start-ups ivoiriennes de fintech sont jugées prometteuses par les banques grâce à leur rôle clé dans la digitalisation des paiements et l'inclusion financière. Plus de 60 % des transactions financières en Côte d'Ivoire passent par le mobile money, et le pays compte près de 27,7 millions de comptes actifs en 2025, ce qui attire investisseurs et institutions bancaires (BCEAO, 2025).

À l'opposé, la dépendance à un fournisseur unique expose directement la rentabilité d'une entreprise. En fait, un fournisseur représentant seulement 20 % des achats peut conditionner jusqu'à 60 % de la production, et une rupture d'approvisionnement peut entraîner une perte de marge brute de 15 à 40 % sur plusieurs mois. Ce modèle est donc jugé risqué par les banques et les assureurs, même si l'entreprise affiche des bénéfices (Hameem Bin Hameed et al. 2026)

3.2.2. Dimension qualitative et la réduction de l'asymétrie de l'information

Les banques intègrent de plus en plus des critères qualitatifs liés au business model à savoir l'innovation et différenciation, la diversification des revenus, l'adaptabilité, la gouvernance et management.

En effet, l'innovation et différenciation constitue la capacité de l'entreprise à se démarquer sur le marché., quand la diversification des revenus permet la réduction du risque lié à une dépendance excessive à un seul produit ou client. L'adaptabilité est l'aptitude de l'entreprise à ajuster le modèle face aux chocs économiques comme l'inflation, la crise sectorielles etc., et la gouvernance et le management qui traduit la qualité de l'équipe dirigeante ainsi que la crédibilité du projet.

Tous ces éléments d'analyse du business model contribuant à compléter les données comptables souvent insuffisantes, permettent de réduire l'asymétrie d'information entre la banque et l'entreprise.

La théorie de l'agence explique que les asymétries d'information et les conflits d'intérêts entre prêteurs et emprunteurs influencent la décision de crédit (Jensen & Meckling, 1976) ; ce qui justifie l'intégration d'éléments qualitatifs (stratégie, gouvernance) pour réduire le risque lié au comportement opportuniste des dirigeants.

3.2.3. Apports du Business Model dans la gestion du risque

L'on note que le Business model est un atout dans la gestion du risque. En effet, la vision prospective du Business model permet d'anticiper la capacité de remboursement future.

Aussi, le business model, dans son rôle de compléter les données comptables souvent insuffisantes permet de réduire l'asymétrie d'information. Il favorise une meilleure allocation du crédit aux entreprises innovantes et durables, et permet aux banques d'asseoir une stabilité financière par la limitation des créances douteuses et le finançant des projets viables.

On peut retenir ici que le business model joue un rôle crucial dans l'évaluation du crédit bancaire en Côte d'Ivoire. Il ne remplace pas cependant l'analyse des états financiers, mais la complète en offrant une vision qualitative et prospective. Et les banques qui intègrent cette double approche (quantitative et qualitative) prennent des décisions plus équilibrées, réduisent leur exposition au risque et contribuent à un financement plus inclusif et durable de l'économie.

3.3. Discussion et implications

3.3.1. Confrontation entre théorie et pratique

La littérature académique souligne que l'analyse des états financiers est une étape incontournable dans l'octroi de crédit, mais qu'elle doit être complétée par des éléments qualitatifs comme le business model selon la synthèse

La combinaison des approches quantitative et qualitative reflète une évolution vers une gestion intégrée du risque de crédit. Les ratios financiers selon Beaver & Altman (1966) fournissent une mesure objective et probabiliste, tandis que l'analyse du business model (Osterwalder & Pigneur, 2010) et de la gouvernance (Jensen & Meckling, 1976) permet d'appréhender les dimensions stratégiques et comportementales.

En pratique, les banques ivoiriennes confirment cette approche, mais avec des nuances :

- Théorie : les ratios financiers (liquidité, solvabilité, rentabilité) sont censés fournir une image fiable de la capacité de remboursement.

- Pratique : dans le contexte ivoirien, la fiabilité des états financiers est souvent limitée, en particulier pour les PME qui ne disposent pas de bilans certifiés. Ainsi, les banques doivent recourir à des informations alternatives telles les relevés bancaires, la réputation, les relations personnelles etc.

Cette complémentarité renforce la robustesse de la décision de crédit et illustre la convergence entre finance empirique et théorie stratégique

3.3.2. Implications pour le système bancaire

Au niveau du système bancaire, cela implique, pour la gestion des risques, une dépendance excessive aux états financiers qui peuvent être non fiables ; ce qui peut accroître le risque de créances douteuses.

Alors, l'intégration du business model permet ainsi de mieux anticiper la viabilité des projets financés.

Pour le risque d'exclusion financière : les PME souvent exclues du crédit, faute de documents comptables solides, pourraient bénéficier d'une évaluation basée sur leur modèle économique et leur potentiel de croissance.

S'agissant de la stabilité bancaire on peut noter qu'une meilleure évaluation qualitative réduit le risque systémique lié aux défauts de paiement et renforce la confiance dans le secteur bancaire.

3.3.3. Recommandations pour les banques

3.3.3.1. Renforcement de la fiabilité des états financiers

- Encourager les PME à produire des bilans certifiés via des partenariats avec des cabinets comptables.

- Développer des programmes de formation en comptabilité et gestion financière.

3.3.3.2. Intégration systématique de l'analyse du business model

- Mettre en place des grilles d'évaluation qualitative (innovation, diversification, gouvernance).

- Former les analystes de crédit à l'interprétation des business models.

3.3.3.3. Développement des outils hybrides de scoring

- Combiner ratios financiers et indicateurs qualitatifs dans des modèles de scoring adaptés au contexte ivoirien.
- Utiliser les technologies digitales (fintech, big data) pour collecter et analyser des données complémentaires.

3.3.3.4. Favorisation de la transparence et la communication

- Instaurer un dialogue régulier entre banques et entreprises pour réduire l'asymétrie d'information
- Promouvoir des plateformes de partage d'informations financières et sectorielles.

La confrontation entre théorie et pratique montre que l'analyse des états financiers, bien qu'indispensable, ne suffit pas dans le contexte ivoirien. L'intégration du business model dans le processus d'octroi de crédit apparaît comme une solution pragmatique pour améliorer la qualité des décisions, favoriser l'inclusion financière et renforcer la stabilité du système bancaire. Les banques ivoiriennes gagneraient à adopter une approche hybride, combinant rigueur comptable et compréhension stratégique des modèles économiques.

4. Conclusion

L'analyse menée dans cet article a montré que les états financiers constituent une base incontournable dans le processus d'octroi de crédit bancaire en Côte d'Ivoire. Ils permettent d'évaluer la solvabilité, la liquidité et la rentabilité des entreprises, et offrent aux banques des repères quantitatifs essentiels pour mesurer le risque de défaut.

Toutefois, la fiabilité de ces états financiers reste souvent limitée, en particulier pour les PME qui ne disposent pas de bilans certifiés ou dont les pratiques comptables demeurent insuffisantes. Cette fragilité accentue l'asymétrie d'information entre banques et emprunteurs, et peut conduire à une sous-location du crédit.

L'étude a également fait ressortir que le Business model joue un rôle complémentaire crucial. En apportant une vision qualitative et prospective, il permet d'apprécier la viabilité économique, la stratégie de croissance et la capacité d'innovation des entreprises. Les cas étudiés illustrent que des états financiers moyens peuvent être compensés par un modèle économique solide, tandis que des résultats comptables positifs peuvent masquer un modèle fragile ou risqué. L'intégration des deux approches – quantitative et qualitative – apparaît donc comme une condition nécessaire pour une décision de crédit plus équilibrée et une meilleure gestion du risque bancaire.

Comme perspectives, plusieurs pistes de recherche et d'action peuvent être entrevues.

En effet, l'étude empirique peut être approfondie par l'analyser d'un échantillon plus large de banques et de PME ivoiriennes afin de mesurer l'impact réel de l'intégration du business model dans les décisions de crédit.

Aussi, on peut être amené à développer des modèles hybrides de scoring combinant des ratios financiers et indicateurs qualitatifs dans des outils adaptés au contexte africain.

Enfin, la comparaison peut être élargie au niveau international. Ainsi, on pourra confronter les pratiques ivoiriennes à celles d'autres pays africains et à des standards internationaux, afin d'identifier les meilleures pratiques transférables.

En définitive, l'avenir du financement bancaire en Côte d'Ivoire repose sur une approche intégrée, où l'analyse des états financiers et l'étude du business model se complètent pour favoriser un crédit plus inclusif, durable et sécurisé.

REFERENCES / BIBLIOGRAPHIE

1. Altman, E. I. (1968). Financial Ratios, Discriminant Analysis and the Prediction of Corporate Bankruptcy. *Journal of Finance*, 23(4), 589–609.
2. Basel Committee on Banking Supervision (2019). Guidelines on Credit Risk Management. Bank for International Settlements.
3. Beaver, W. H. (1966). Financial Ratios as Predictors of Failure. *Journal of Accounting Research*, 4, 71–111.
4. Benabdelmoula, B. (2017). Determinants of Credit Granting: A Comparative Study between Conventional and Islamic Banks. *International Journal of Islamic Finance*, 9(1), 23–41.
5. Barney, J. (1991). Firm resources and sustained competitive advantage. *Journal of Management*, 17(1), 99–120.
6. Berger, A. N., & Udell, G. F. (2006). A More Complete Conceptual Framework for SME Finance. *Journal of Banking & Finance*, 30(11), 2945–2966.
7. Diamond, D. W. (1984). Financial Intermediation and Delegated Monitoring. *Review of Economic Studies*, 51(3), 393–414.
8. Hameem Bin Hameed et al. (2026) – Sourcing Risk in Supply Chains: A Systematic Literature Review, *MDPI Logistics*, Vol. 10, Issue 4.
9. Jensen, M. C., & Meckling, W. H. (1976). Theory of the firm: Managerial behavior, agency costs and ownership structure. *Journal of Financial Economics*, 3(4), 305–360.
10. Kouadio, K. J. (2022). Analyse des pratiques bancaires en Côte d’Ivoire : entre exigences prudentielles et financement des PME. *Revue Ivoirienne de Gestion*, 18(3), 112–134.
11. Ngassa, C. (2025). Hard vs Soft Information in SME Lending: Evidence from Cameroon. *African Journal of Finance and Economics*, 12(2), 45–67.
12. Osterwalder, A., & Pigneur, Y. (2010). *Business Model Generation: A Handbook for Visionaries, Game Changers, and Challengers*. Wiley.
13. Ould Mohamed Moctar, A., & Douari, A. (2024). Determinants of Credit Granting in African Banks: The Role of Financial and Non-Financial Variables. *Journal of African Business*, 25(1), 88–110.
14. Saunders, A., & Allen, L. (2022). *Credit Risk Management In and Out of the Financial Crisis: New Approaches to Value at Risk and Other Paradigms*. Wiley Finance.
15. Stiglitz, J. E., & Weiss, A. (1981). Credit Rationing in Markets with Imperfect Information. *American Economic Review*, 71(3), 393–410.
16. African Development Bank (2024). *Financial Inclusion and SME Financing in West Africa*. Abidjan
17. Banque Mondiale (2022). *Doing Business in Côte d’Ivoire : Access to Finance and Credit Market Development*. Washington, DC.
18. BCEAO (2023). *Rapport annuel sur la stabilité financière dans l’UEMOA*. Dakar : Banque Centrale des États de l’Afrique de l’Ouest.
19. FMI (2023). *Côte d’Ivoire : Financial Sector Assessment Program*. Washington, DC.
20. NSIA Banque Côte d’Ivoire (2024). *Rapport annuel*. Abidjan.